SITUATION POLITIQUE

Une crise, plusieurs scénarios

La grogne sociale en Algérie et les soulèvements dans les pays arabes inspirent la classe politique. Formations politiques et personnalités multiplient les scénarios de sortie de crise. Ils ne sont pas toujours d'accord sur le fond. Ils réclament tous un changement mais divergent sur la manière d'y arriver.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Il ne se passe pratiquement plus un jour sans qu'une proposition soit formulée pour tenter de sortir d'un statu quo qui paraissait jusque-là inéluctable.

Les adeptes d'un changement radical et ceux qui militent pour de simples retouches ne favorisent pas la même démarche. Pourtant, des similitudes peuvent exister. C'est le cas pour la question de l'assemblée constituante qui met d'accord le Front des forces socialistes et le Parti des travailleurs. Les leaders des deux partis estiment que seul un retour à cette assemblée pourrait être salvateur. La revendication n'a rien de conjoncturelle. Aït Ahmed et Louisa Hanoune en font la proposition depuis longtemps. La numéro un du PT estime que la dissolution de l'actuelle Assemblée est un préalable qui sera suivi par l'installation d'une assemblée constituante représentative qui aura la tâche de rédiger une Constitution faisant le plus large consensus populaire. L'idée rejoint beaucoup celle du FFS. Son président s'est adressé deux fois en un court laps de temps aux Algériens. Il appelle à une réorganisation de la société «du collectif de quartier au mouvement syndical, de l'association écologique au mouvement d'étudiants et du mouvement des femmes pour leurs droits à celui des lycéens, des chômeurs, de l'organisation autonome des cadres, des intellectuels, des universitaires à l'organisation sérieuse des entrepreneurs et de toutes les corporations». Une étape nécessaire avant ce qu'il qualifie de «refondation institutionnelle, qui remette les droits des citoyens, leur sécurité et leur développement ainsi que ceux du pays au cœur d'une Constitution digne de ce nom, parce qu'enfin issue d'une assemblée constituante librement élue par des Algériens libres». Des propositions qui n'ont pas du tout été du goût du Rassemblement national démocratique (RND) et du Front de libération nationale (FLN) qui ont catégoriquement rejeté cette éventualité estimant qu'une telle option reviendrait à «effacer tout ce qui a été entrepris depuis l'indépendance». La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a pour sa part élaboré des propositions qui se rapprochent de celles du PT et du FFS. Elle plaide pour la tenue d'un conseil national de transition démocratique qui aura pour tâches principales, la dissolution de toutes les institutions élues, la nomination d'un gouvernement de transition et la rédaction d'une Constitution qui sera au préalable soumise à l'approbation populaire par voie référendaire.

Ce n'est qu'une fois ces conditions réunies, que ledit conseil pourra tenir des élections dont «la préparation et la mise en œuvre devront se faire en toute transparence et sous une observation internationale obéissant aux règles qui ont présidé à tous les scrutins ayant suivi la fin des systèmes autocratiques».

Photo : Samir Sid

Aït Ahmed évoque la nécessité d'une Assemblée constituante et d'une conférence nationale qui regrouperait toutes les tendances.

Le Comité des citoyens pour la défense de la République (CCDR) n'est pas en reste. Se disant «partisan de la voie pacifique, une voie militante et déterminée», il appelle les forces démocratiques à se mobiliser. «Elles doivent impérativement se rassembler, dialoguer entre elles, mettre de côté les préjugés, les faux clivages et le sempiternel écueil du leadership, autour du minimum républicain. Sinon, elles risquent de rater le rendez-vous de l'Histoire». Une voie pacifique que préconise également l'Alliance nationale pour le changement regroupant Ahmed Benbitour, Djamel Benabdeslam d'El-Islah, Abdelmadjid Menasra du Mouvement pour le changement, Abdelkader Merbah du RNR, Aïssa Belakhdar de la Ligue des associations de la société civile, Aïcha Benhadjar ancienne députée, et Tahar Benbaïbeche, ancien responsable de l'Organisation nationale des enfants de chouhada.

Le seul à n'avoir toujours pas dévoilé ses intentions, c'est Abdelaziz Bouteflika …

N. I.

WIKILEAKS RÉVÈLE COMMENT WASHINGTON A SAUVÉ LA MISE À RABAT

Aminatou Haïdar, la Sahraouie qui a déstabilisé le Maroc

La diplomatie américaine s'est impliquée directement dans la gestion de la crise provoquée, en 2009, par la militante sahraouie des droits de l'homme Aminatou Haïdar. L'ambassadeur des États-Unis à Rabat n'a pas hésité à qualifier de «désastreuse» la tentative du gouvernement marocain d'exiler de force Haïdar.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le 13 novembre 2009, Aminatou Haïdar est refoulée de l'aéroport d'El Ayoun, capitale du Sahara occidental occupé. La police marocaine reproche à la militante des droits de l'homme d'avoir refusé d'accomplir les formalités d'entrée sur ce qui est censé être «le territoire du royaume du Maroc». Haïdar est obligé de s'exiler sur l'île espagnole de Lanzarote où elle entame une grève de la faim illimitée. Une situation qui plonge le Maroc de Mohammed VI dans une grave crise politique. Une crise que l'ambassadeur des Etats-Unis a qualifiée de «désastreuse» dans un câble diplomatique rédigé le 18 décembre 2009, à l'occasion du retour de la militante sahraouie à El Ayoun. «Le retour de Haïdar met un terme à un épisode désastreux subi par le gouvernement marocain qui a failli causer un cas d'exil forcé et qui a mis en péril ses relations avec l'Espagne et ses autres alliés», écrit l'ambassadeur Samuel Kaplan dans ce câble, rendu public ces derniers jours par le site WikiLeaks.

Le diplomate estime que le Maroc a fait preuve d'une diplomatie «étonnamment maladroite». En quelques jours de grève de la faim, la militante Aminatou Haïdar a réussi à déclencher un mouvement de solidarité internationale envers la cause sahraouie. Des dizaines de journalistes affluent vers l'aéroport de Lanzarote pour rencontrer la Gandhi sahraouie. Allongée sur une simple natte, Haïdar brise l'embargo médiatique imposé à tout ce qui touche au combat du peuple sahraoui. L'heure est grave pour le Maroc. Ses «alliés» ne peuvent soutenir un pays qui commet une violation flagrante du droit humanitaire. C'est d'autant plus fâcheux pour l'Espagne qui se retrouve impliquée dans cette affaire.

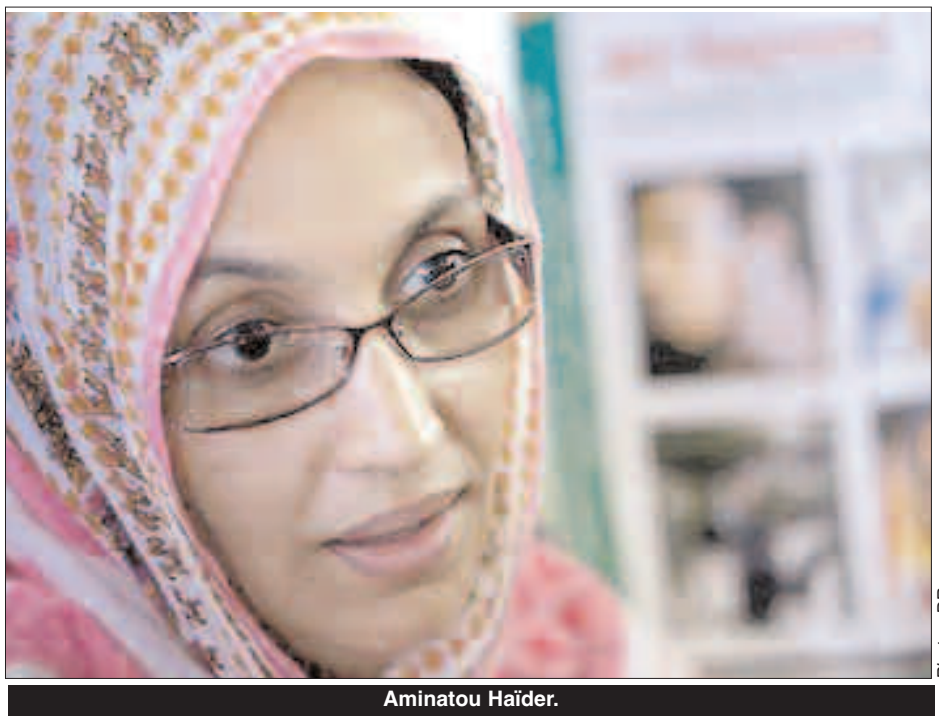

Photo : DR

Aminatou Haïder.

La mort de Haïdar sur son territoire aurait été catastrophique. Dans sa note, Kaplan donne quelques détails sur le malaise du gouvernement marocain et les efforts fournis par Washington, Paris et Madrid pour lui sauver la mise avant la reprise des négociations avec le Front Polisario. «La presse et nos contacts sahraouis à El Ayoun disent avoir apprécié les efforts des États-Unis et de la France et, dans une moindre mesure, de l'Espagne pour imposer au gouvernement marocain de trouver une solution au problème. Les officiels du gouvernement marocain ont eu du mal à admettre que le message dur – mais cohérent – reçu par Taieb Fassi Fihiri lors de ses voyages récents en Europe et aux États-Unis, ait motivé le soudain changement de ton du gouvernement marocain. Même le wali d'El Ayoun a affirmé au conseiller politique : «Vous voyez, nous écoutons nos amis.» Ceci dit, nous devons garder en tête que l'affaire Haïdar a violemment secoué le gouvernement marocain. En effet, la colère et la méfiance envers l'Algérie (et nous suspectons d'autres parties aussi) ont atteint leur plus haut niveau depuis bien des années. L'ambassadeur Ross et nous-mêmes avons du pain sur la planche vu que nous nous engageons vers un cinquième round de négociations de Manhasset (Etat de New York)», explique l'ambassadeur des Etats-Unis à Rabat.

Le 18 décembre 2009, Aminatou Haïdar décide de mettre un terme à sa grève de la faim après que le Maroc eut accepté qu'elle puisse rentrer parmi les siens. «Aminatou Haïdar est rentrée en toute sécurité au Sahara occidental à bord d'un avion militaire espagnol. Elle a récupéré son passeport à l'aéroport, rempli les formalités d'immigration marocaine, puis s'est rendue de l'aéroport à son domicile en compagnie de membres de sa famille. Elle est de très bonne humeur, bien qu'elle soit toujours dans un état physique précaire et sous étroite surveillance médicale», constate Samuel Kaplan. Mission accomplie.

T. H.